

# ledélit

McGill DAILY ledélit  
**DPS SPD**  
DAILY PUBLICATIONS SOCIETY  
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

Publié par la Société des publications du Daily, une association étudiante de l'Université McGill

Édition spéciale  
Rébellion



## RÉDACTION

3480 rue McTavish, bureau 107  
Montréal (Québec) H3A 1B5  
Téléphone : +1 514 398-6790

## Rédactrice en chef

rec@delitfrancais.com  
Gabrielle Genest

## Actualités

actualites@delitfrancais.com  
Alexia Leclerc  
Béatrice Vallières  
**Vacant**

## Culture

artsculture@delitfrancais.com  
Sophie Ji  
Louis Ponchon

## Société

societe@delitfrancais.com  
Opinion - Malo Salmon  
Enquête - Myriam Bourry-Shalabi

## Vie nocturne

vienocturne@delitfrancais.com  
Alexandre Gontier

## Coordonnateur de la production

production@delitfrancais.com  
Léonard Smith

## Visuel

visuel@delitfrancais.com  
Marie Prince  
Laura Tobon

## Multimédias

multimedias@delitfrancais.com  
Dilara Bhuiyan  
Mia Ballestrazzi

## Coordonnateur·rice·s de la correction

correction@delitfrancais.com  
Camille Matuszyk  
Paul Hajage

## Webmestre

web@delitfrancais.com  
Mathieu Ménard

## Coordonnateur·rice·s réseaux sociaux

reso@delitfrancais.com  
Anna Henry  
Célia Petrissans

## Contributeur·rice·s

Hugo Vitrac, François Ouimet, Hortense Fortin.

## Couverture

Marie Prince, Myriam Bourry-Shalabi

## BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B•26  
Montréal (Québec) H3A 0E7  
Téléphone : +1 514 398-6790  
ads@dailypublications.org

## Publicité et direction générale

Boris Shedov

## Représentante en ventes

Letty Matteo

## Photocomposition

Mathieu Ménard

## The McGill Daily

coordinating@mcgilldaily.com  
Anna Zavelsky

## Conseil d'administration de la SPD

Salyor Catlin, Louis Favreau, Gabrielle Genest, Natacha Ho  
Papieau, Asa Kohn, Philippe Shi, Boris Shedov, Anna Zavelsky.

# L'impératif de la rébellion

GABRIELLE GENEST

Rédactrice en chef

**I**l est de notre devoir, à toutes et à tous, de nous rebeller contre les injustices et les inégalités. Il en ressort de notre responsabilité civique, car la rébellion est l'une des formes de résistance qui favorise le dynamisme démocratique. Comme l'explique Elizabeth Anderson, philosophe politique et morale, la dissidence encourage le perfectionnement des politiques publiques en soulevant des objections. À l'inverse, le silence face aux injustices crée un consensus artificiel perçu comme infail- lible, car il donne l'impression que les politiques publiques actuelles répondent à toutes les préoccupations ou ont atteint leur configuration optimale.

Le climat actuel est toutefois propice à la désil- lusion quant à la responsabilité de dissidence et de rébellion : les modes de participation civique semblent incapables de répondre au sentiment d'urgence qui habite de plus en plus les jeunes de la génération Z. Alors que notre système élec- toral est criblé de distorsions et que les mani- festations mondiales pour la justice climatique entraînent des réponses verbalisées plutôt que concrétisées, le soulèvement collectif contre un statu quo insoutenable peut sembler futile. Le sentiment d'impuissance provoqué par l'in- éluctabilité de la situation actuelle nous amène à douter qu'un mouvement populaire puisse rassembler les citoyen·ne·s désabusé·e·s. À quoi bon s'insurger si nos voix ne sont entendues ni dans les rues, ni à l'Assemblée nationale?

Or, la rébellion n'a pas à être concertée pour être utile. Comme l'écrit le philosophe politique José

Medina, « la résistance commence *chez soi* ». Le fait de s'interroger, de devenir *perplexe* par rap- port à soi-même, est la première étape de toute rébellion, car cet exercice critique rend visibles les processus de construction sociale de notre perspective et les limites de cette dernière. L'étude des discours de groupes marginalisés – la théorie queer, la théorie féministe, la théorie critique de la race, etc. – favorise cette prise de conscience, en rendant « *ce qui nous est familier, inconnu, et ce qui nous est évident, bizarre* ».

Les personnes privilégiées, dont la perspective est confirmée par les politiques publiques en place, peuvent être moins enclines à prendre part à tout effort de rébellion, tant parce qu'elles bénéficient des structures actuelles que parce qu'elles ne se sentent pas aptes à se prononcer sur des injus- tices qui ne les affectent pas personnellement. Or, de manière contre-intuitive, elles ont en fait une responsabilité *accrue* de se rebeller, car elles en souffriront moins. Lorsque la rébellion, ayant franchi l'étape de l'auto-examen, se manifeste dans l'espace public, elle est réprimée par le pouvoir en place. Cette répression prend souvent la forme de sanctions envers les dissident·e·s. Puisque les membres des communautés marginalisées subissent déjà les conséquences des structures d'oppression, il·elle·s sont aussi particulièrement vulnérables aux représailles destinées aux rebelles. Les personnes privilégiées, moins sujettes à ces conséquences néfastes, ont donc la responsabilité de soulager les épaules de leurs concitoyen·ne·s en se joignant à leur rébellion, sans toutefois les invisibiliser. ☹

Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont celles de leurs auteur·e·s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le Délit n'est pas affilié à l'Université McGill.

Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non-cédé.

L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire.

Les opinions de nos contributeurs ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction.

Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mercredis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avant été auparavant réservés). L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

## « Où sont les corps de nos enfants? »

La tension monte entre les Mères Mohawks et McGill.

HUGO VITRAC  
Contributeur

La tension monte entre les Mères Mohawks (Kanien'kehaka kahnistensera) et l'Université McGill alors que le projet du Nouveau Vic entame la prochaine étape de sa réalisation. Le 6 octobre dernier, à la suite à un incident survenu lors d'une séance d'information organisée par l'Université McGill, la Société québécoise des infrastructures (SQI) et la firme en recherche archéologique Arkéos, deux aînées Mohawks ont été forcées de quitter les lieux sous escorte policière. Quatre jours plus tard, des manifestants ont occupé le site pour protester contre le début des fouilles archéologiques sur le terrain du Nouveau Vic prévu pour le 12 octobre en dépit de l'opposition explicite des Mères Mohawks, qui menacent d'entreprendre une nouvelle action légale.

Conformément aux recommandations du rapport d'Arkéos de 2016 sur le projet du Nouveau Vic, l'Université McGill prévoit d'organiser des fouilles dans certaines zones identifiées comme ayant un potentiel archéologique sur le site de l'ancien hôpital

**« Ce sont des mensonges, les uns après les autres »**  
Kahentinetha

Royal Victoria au préalable des travaux de construction. Les Mères Mohawks allèguent que le terrain de McGill, situé en territoire non cédé Kanien'kehá:ka (Mohawk), pourrait également contenir des tombes non marquées d'enfants autochtones, victimes d'expériences menées dans les années 1950 et 1960 dans le cadre du programme MK-Ultra à l'Institut Allan Memorial, qui jouxte l'Hôpital Royal Victoria. Les Mères Mohawks affirment avoir tenté à plusieurs reprises de communiquer avec l'Université pour prendre des mesures qui permettraient la recherche de ces tombes anonymes, sans succès. Celles-ci ont porté leurs revendications devant la Cour Supérieure du Québec en août dernier, déposant une demande d'injonction interlocutoire pour l'arrêt des travaux.

**Une séance d'informations houleuse**

L'Université McGill a invité les Mères Mohawks à une séance

d'informations sur le projet du Nouveau Vic prévue le 6 octobre dernier. Selon un communiqué acheminé au *Délit* par les Mères Mohawks, ces dernières auraient répondu à l'invitation en proposant de repousser la rencontre à une date ultérieure. L'Université McGill et la SQI n'auraient pas donné suite à leur requête de déplacer la rencontre, mais les auraient en revanche invitées à les rejoindre le 5 octobre au Golden Agers Club à Kahnawake, pour une autre séance d'information organisée par McGill, la SQI, et Arkéos. Deux aînées du groupe des Mères Mohawks s'y sont rendues.

L'une de ces aînées, Kahnentinetha, a accepté de partager son témoignage au *Délit*. Elle nous a confié avoir été surprise de voir que les membres de la communauté autochtone étaient présents en nombre inférieur face aux représentants de McGill, de la SQI et d'Arkéos. « C'était une session d'information, et ils montraient des photos des bâtiments [de l'hôpital Royal Victoria, ndlr]. Une femme a alors demandé : "Où sont les bâtiments où vous avez assassiné nos enfants?" (tdlr) » nous a-t-elle expliqué. « J'ai alors demandé : "Où sont les corps de nos enfants?". Puis, ils ont appelé

la police et nous ont fait sortir (tdlr) », ajoute Kahnentinetha. Elle a conclu son témoignage en nous indiquant qu'elle avait par la suite tenté d'obtenir le rapport de police, sans succès.

Interrogée par *Le Délit*, Frédérique Mazerolle a accepté de nous relayer la version de McGill concernant le déroulement de cette situation : « Elles [les deux Mères Mohawks présentes, ndlr] ont interrompu abruptement la séance d'informations. Elles s'en sont pris bruyamment aux aînés présents dans la salle ainsi qu'aux présentateurs de la séance. Le modérateur Mohawk a dû intervenir et les deux représentantes ont dû quitter les lieux sous escorte policière. »

**Des fouilles bâclées, selon les Mères Mohawks**

Suite à cet événement, dans un communiqué publié le 9 octobre dernier, les Mères Mohawks ont dénoncé l'intervention de la police lors de la

séance d'information. Elles ont annoncé qu'en conséquence de l'absence de considération accordée à leurs demandes, si le début des travaux n'était pas repoussé, elles déposeraient une plainte officielle contre Arkéos à l'Association canadienne d'archéologie (ACA) pour non-respect de leurs directives nationales relatives à la recherche de tombes non marquées, et qu'elles signaleraient les activités de la firme de recherche en archéologie à la police pour « désacralisation de restes humains et destruction de preuves médico-légales sur une scène de crime (tdlr) ».

En effet, selon les Mères Mohawks, McGill ne respecterait aucune des dix recommandations établies par l'ACA pour la recherche de tombes autochtones non marquées. Ces directives soulignent notamment la recommandation du Comission de vérité et réconciliation selon laquelle « tout travail visant à localiser des enfants autochtones disparus doit être mené par les communautés autochtones. (tdlr) ». Les Mères Mohawks soutiennent avoir demandé à l'Université d'appliquer ces recommandations, sans succès. De son côté, Frédérique Mazerolle nous a fait savoir que « l'Université McGill a la ferme intention de respecter toutes les exigences réglementaires établies en matière de travaux archéologiques ». La compagnie Arkéos n'a pas donné suite à la demande de commentaire du *Délit*.

Les Mères Mohawks ont conclu leur communiqué en réaffirmant leur forte opposition à la tenue des fouilles dans les conditions actuelles et ont annoncé leur intention de surveiller le déroulement des travaux depuis le trottoir.

**Occupation à la veille du début des fouilles**

Le lendemain de la rencontre d'information, le 6 octobre dernier, le Conseil des gouverneurs de McGill a tenu une séance ouverte virtuelle pour la communauté étudiante mcgilloise. Au cours de cette dernière, le Conseil des gouverneurs a donné son feu vert au lancement des travaux.

Kahentinetha a affirmé au *Délit* avoir reçu des informations sur cette séance et indique que McGill a annoncé avoir consulté la communauté autochtone et avoir affirmé que celle-ci était d'accord avec le projet. « Ce sont des mensonges, les uns après les autres », nous a déclaré Kahentinetha. L'Université a en effet expliqué que le Ministère de la



PHOTO FOURNIE PAR PHILIPPE BLOUIN

culture du Québec avait reçu l'approbation nécessaire pour commencer les travaux de la part du Conseil de bande de Kahnawake.

mcgilloise. L'AEUM a livré son analyse dans un courriel adressé aux étudiant·e·s le 14 octobre dernier. Dans cette analyse,

**« L'Université McGill a la ferme intention de respecter toutes les exigences réglementaires établies en matière de travaux archéologiques »**

Frédérique Mazerolle

Dans la nuit du 10 octobre dernier, un mouvement de solidarité avec les Mères Mohawks a investi le terrain de l'ancien hôpital Royal Victoria. Les manifestants ont suspendu des banderoles portant le slogan « Bloquez le projet du Nouveau Vic (tdlr) ». Les organisateurs de ce mouvement, qui sont restés anonymes, ont été délogés par la police le lendemain.

**L'AEUM accuse l'Université de « prioriser les profits plutôt que les restes humains »**

Au sein de McGill, les inquiétudes exprimées par la communauté étudiante ont poussé l'Association étudiante de l'Université McGill (AEUM) à rencontrer les différentes parties impliquées afin de faire lumière sur le processus décisionnel de l'administration

l'AEUM dénonce un « processus de consultation [...] limité » des communautés autochtones et étudiantes, et la décision de l'Université de « prioriser les profits plutôt que les restes humains ». Ce rapport souligne l'absence de consultation des Mères Mohawks par McGill et Arkéos, et ce, malgré les demandes répétées de ces dernières.

**Le procès à venir**

Le début des travaux intervient moins de deux semaines avant l'audience opposant l'Université McGill et autres défendants aux Mères Mohawks qui doit avoir lieu le 26 octobre prochain. Le 20 septembre dernier, un juge a déterminé que les Mères Mohawks pourraient se défendre elles-mêmes en cour, droit que McGill et les autres défendants avaient contesté le 31 août dernier. ☉

# Le « ras-le-bol généralisé » des étudiant·e·s de Concordia

Trois associations étudiantes quittent le Comité sur les violences sexuelles.

Le 30 septembre dernier, trois organisations étudiantes de l'Université Concordia représentant près de 46 000 étudiant·e·s ont annoncé leur retrait du Comité permanent sur l'inconduite sexuelle et la violence à caractère sexuel (*Standing Committee on Sexual Misconduct and Sexual Violence*, SMSV) de l'Université. Lors d'une conférence de presse le 5 octobre dernier, des représentant·e·s du Syndicat étudiant de Concordia (*Concordia Student Union*, CSU), de l'Association des étudiant·e·s des cycles supérieurs (*Graduate Students' Association*, GSA)

et étudiant de l'Université. Le Comité a pour mandat de « réviser et de mettre en œuvre la Politique sur la violence à caractère sexuel de l'Université, ainsi que de coordonner la lutte contre l'inconduite sexuelle et la violence à caractère sexuel au sein de l'établissement », peut-on lire sur son site internet.

Une solution « *de dernier recours* »

Pour les représentant·e·s des trois organisations étudiantes, le retrait du Comité représente une solution « *de dernier recours* » après que plusieurs tentatives d'interventions auprès de

« Le message qu'on essaie de faire passer, c'est qu'il y a un ras-le-bol généralisé »

Mathilde Laroche, représentant·e du Syndicat TRAC

et du Syndicat des auxiliaires d'enseignement et de recherche de Concordia (*Teaching and Research Assistants at Concordia Union*, Syndicat TRAC), ont expliqué leur décision, citant « *l'hostilité (tdlr)* » du Comité à l'égard des propositions offertes par les étudiant·e·s, sa mauvaise prise en charge des plaintes et son manque de transparence.

l'Université se soient montrées infructueuses. « Le message qu'on essaie de faire passer, c'est qu'il y a un ras-le-bol généralisé », nous a affirmé Mathilde Laroche, un·e représentant·e du Syndicat TRAC.

Le CSU, le GSA et le Syndicat TRAC déplorent que la Politique ne soit axée que sur la violence entre étudiant·e·s, négligeant la violence sexuelle entre membres des corps professoral, professionnel et étudiant. Il·elle·s dénoncent également un

Créé en 2018, le SMSV est composé de 15 membres issu·e·s des corps professoral, professio-



PHOTO FOURNIE PAR MATHILDE LAROCHE



PHOTO FOURNIE PAR MATHILDE LAROCHE

processus « *re-traumatisant* » pour les plaignant·e·s, alléguant que certain·e·s d'entre eux·lles se seraient même vu·e·s con-

Département de création littéraire, poussant l'Université à lancer une investigation. En mai 2020, les représentant·e·s étudiant·e·s

reprises d'harcèlement sexuel. Plutôt que d'entreprendre des mesures disciplinaires à son égard, l'Université aurait décidé de ne lui assigner que des auxiliaires appartenant au genre masculin, une réponse que Mathilde Laroche juge inappropriée. « On [les étudiants] se sent vraiment très peu entendu·e·s par l'Université », déplore-t-iel.

« Nous ne légitimerons plus ces procédés par notre présence et, par extension, notre consentement implicite »

Communiqué partagé lors de la conférence de presse du CSU, du GSA et du Syndicat TRAC

trait·e·s de signer un accord de confidentialité et de non-divulguer les empêchant de parler de leur expérience. Les trois organisations demandent à l'Université d'établir une politique autonome, c'est-à-dire indépendante des autres politiques de l'établissement, et de mettre en place un nouveau processus de traitement des plaintes centré autour du vécu des survivant·e·s. « On a besoin d'une transformation complète de la Politique sur la violence à caractère sexuel », résume Mathilde Laroche.

Les syndicats et organisations étudiantes demandent également de mettre fin à l'obligation pour les représentant·e·s étudiant·e·s de signer un accord de confidentialité et de non-divulguer pour siéger sur le Comité. Selon Mathilde Laroche, cette exigence est incompatible avec le mandat de transparence que les syndicats et associations étudiantes doivent à leurs membres.

Des demandes qui ne datent pas d'hier

En 2018, des étudiant·e·s des universités Concordia et McGill avaient pris la rue pour protester contre la manière dont les deux institutions prenaient en charge les plaintes pour violence sexuelle après qu'un diplômé de Concordia ait publié une entrée de blog dénonçant le climat « toxique » du

siégeant sur le Comité avaient fait parvenir à l'Université une lettre de contestation. Il·elle·s y exprimaient notamment leur mécontentement par rapport au manque de transparence du Comité et au fait que la Politique sur la violence à caractère sexuel proposée ne soit pas autonome ni axée sur les expériences des survivant·e·s de violences sexuelles. La lettre formulait également une série de six recommandations pour le Comité. Parmi celles-ci, on retrouvait celle de mettre fin à l'obligation pour les étudiant·e·s siégeant sur le Comité de signer un accord de confidentialité et de non-divulguer, ainsi que celle d'augmenter leur nombre sur le

Quel futur pour le Comité?

Les représentant·e·s des regroupements étudiants ont conclu la conférence de presse en affirmant que leur présence au sein du Comité ne servait à l'heure actuelle qu'à « *légitimer* » les actions de l'Université sans avoir le pouvoir d'amener des changements concrets. « Nous ne légitimerons plus ces procédés par notre présence et, par extension, notre consentement implicite », peut-on lire sur le communiqué partagé lors de la conférence de presse.

Contactée par *Le Délit*, la porte-parole de l'Université Concordia, Vannina Maestraci, nous a informé que « la prési-

« On a besoin d'une transformation complète de la Politique sur la violence à caractère sexuel »

Mathilde Laroche, représentant·e du Syndicat TRAC

Comité. Ces deux recommandations n'ont pas été adoptées par l'administration de Concordia. À ces tentatives s'est ajoutée une autre vague de manifestations en mars 2022 organisées par les membres du Syndicat TRAC. Selon le regroupement, l'Université aurait continué d'assigner des auxiliaires d'enseignement à un professeur au Département de philosophie accusé à plusieurs

dente du Comité a contacté les représentant·e·s étudiant·e·s pour en savoir plus » et que l'Université espère « pouvoir discuter plus amplement de leurs préoccupations afin de trouver une manière d'aller de l'avant. » Mathilde Laroche, quant à elle, nous a confirmé le désir des associations étudiantes d'entamer le dialogue avec Concordia. ☹

BÉATRICE VALLIÈRES  
Éditrice Actualités

# Deux jours de congé d'automne à McGill

## Résultat de plusieurs années de négociations.

ALEXIA LECLERC  
Éditrice Actualités

Tandis que les étudiant·e·s de l'Université Concordia étaient en grève pour réclamer une semaine de relâche en automne, les mcgillois·e·s ont pu profiter pour une deuxième année d'un congé d'automne tenu les 11 et 12 octobre derniers. Cependant, contrairement à la majorité des universités du Québec, la communauté mcgilloise ne bénéficie toujours pas d'une semaine entière de lecture, en plus des congés nationaux comme l'Action de grâce.

Comme les étudiant·e·s de l'Université Concordia à l'heure actuelle, la communauté étudiante mcgilloise a dû se mobiliser pendant plusieurs années pour finalement trouver un terrain d'entente avec l'administration de McGill pour implanter un congé d'automne. En effet, il faut remonter aussi loin qu'en 2015 pour trouver la première proposition d'une semaine de lecture qui a été discutée lors d'un conseil de l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM), suite à un sondage envoyé aux étudiant·e·s par la Gestion de l'effectif étudiant (*Enrolment Services*) qui avait reçu plus de 5 000 réponses.

À cette étape initiale de la proposition, un compromis avait été établi, de sorte que le modèle à adopter serait d'ajouter deux jours de congé suivant l'Action de grâce.

C'est en 2018, cependant, que les discussions se sont accélérées pour la mise en place de la semaine de lecture. Lors d'un référendum organisé par l'AÉUM, 96,6 % des répondant·e·s étudiant·e·s de premier cycle ont voté en faveur de la proposition. S'en est suivi la formation d'un comité *ad hoc* comprenant des représentant·e·s de la Gestion de l'effectif étudiant, du Registraire de l'Université, des Facultés de médecine, d'ingénierie et de sciences, l'AÉUM, de l'Association des étudiants en deuxième cycle (*Post-Graduate Students' Society*, PGSS) et de l'Association des étudiants du campus de Macdonald (AÉCM). Ce comité avait pour mandat d'examiner les diverses propositions et scénarios ainsi que les compromis à faire pour mener à l'implantation de la semaine de lecture.

### Un consensus

Il a été établi au terme de ce processus consultatif que le trimestre d'automne devrait commencer

le plus tôt possible, soit avant la fête du Travail, tout en évitant de déplacer la fin de semaine de déménagement une semaine plus tôt. « La principale raison invoquée par les étudiants pour justifier cette préférence est qu'ils ont besoin de temps pendant l'été pour travailler. Les instructeurs nous ont fait part de préoccupations similaires concernant la participation à des conférences et le travail de recherche critique à la fin du mois d'août. » nous informe Frédérique Mazerolle, l'agente de relation avec les médias de l'Université McGill.

Questionnée par *Le Débit* pour savoir pourquoi le congé d'automne ne dure pas une semaine complète indépendamment des congés de fêtes nationales, Frédérique Mazerolle nous informe qu'il est question de respecter le calendrier de l'Université. Conformément aux exigences établies par le guide d'établissement des dates importantes du Sénat, il faut préserver les 130 jours d'enseignement pendant les sessions d'automne et d'hiver réunies, et donc 13 semaines d'enseignement par session pour pouvoir avoir une semaine de congé. « La durée de la semaine de lecture d'automne varie d'une année à l'au-



LAURA TORBON | LE DÉLIT

tre, en fonction de la date de la fête du Travail en septembre (de trois jours, y compris le lundi de l'Action de grâce, à cinq jours, y compris le lundi de l'Action de grâce) » nous informe Frédérique Mazerolle.

« La durée de la semaine de lecture d'automne varie d'une année à l'autre »

Frédérique Mazerolle

On peut donc comprendre pourquoi le nombre de jours de congé d'automne varie chaque année et les journées « manquées » sont rattrapées en occasionnant des changements d'horaire. En effet, en 2021,

le congé comportait trois jours en plus de celui de l'Action de grâce; en 2024, il y aura quatre jours de congé en plus de la journée de l'Action de grâce; en 2026, les journées de congé seront du 9 au 14 octobre, incluant la fin de semaine et l'Action de grâce, ce qui donne en réalité trois jours de congé d'automne.

Cette instabilité occasionne des inquiétudes chez certain·e·s étudiant·e·s: « C'est un peu mélangeant le changement d'horaire qu'occasionne le congé. Il est également un peu court, et c'est dommage, car les étudiant·e·s n'ont pas beaucoup de temps pour se relaxer et se préparer pour leurs examens de mi-session » nous partage Alexandrine, une étudiante en droit à McGill. ☺

# ARCHIVE : lutte contre les violences faites aux femmes

## Il y a 30 ans, une manifestation s'organisait à McGill.

ALEXIA LECLERC  
BÉATRICE VALLIÈRES  
Éditrices Actualités

Cette semaine, *Le Débit* réfléchit au thème de la rébellion. En fouillant dans les archives du journal, nous avons noté l'omniprésence des manifestations étudiantes locales dans les pages du *Débit*. Cet article publié pour la première fois dans *Le Débit* le 20 octobre 1992, rapporte une manifestation contre la violence faite aux femmes et organisée par les étudiant·e·s de McGill et de Concordia. Trente ans plus tard, même si notre regard a changé, cet enjeu est toujours d'actualité.

Note: Cet article fait usage de langage qui n'est plus endossé par *Le Débit* aujourd'hui. ☺



SOPHIE BROUILLET

Des femmes et des hommes de tous les milieux se sont réunis samedi soir pour manifester contre la violence faite aux femmes, à l'entrée Milton de McGill. Ils ont protesté en marchant et en criant sur la rue Milton entre University et Sainte-Famille, quartier qu'ils considèrent comme un ghetto de plus en plus dangereux.

Ce sont des étudiantes de McGill et de Concordia qui ont organisé l'événement, mais ce derniers' adressait aux citoyens en général, et plusieurs se sont présentés dans le seul but d'exprimer une peur et une rage grandissantes. « Je ne viens pas ici parce que je suis féministe ou que je fais partie d'un groupe quelconque, a déclaré une jeune enseignante. Je suis seulement une femme qui va au travail et qui en revient chaque jour, et qui se sent de moins en moins à l'aise de le faire. »

Des agressions nombreuses sont en effet rapportées depuis quelques semaines. Les alentours de McGill semblent particulièrement ciblés. Avec la marche de



Les manifestations se multiplient depuis trois semaines

samedi, les manifestants ont voulu protester contre le fait même, mais aussi contre la passivité de la police. « Il faudrait que ça se sache, que les autorités le signalent quand un quartier est particulièrement dangereux. On ne dit rien pour éviter la panique! », déplorait une organisatrice.

Mais on s'entendait pour affirmer que le contrôle des autorités n'était pas la solution au problème. « Ce sont des choses qu'on ne peut pas empêcher s'il n'y a pas de changement de mentalité. C'est une affaire de conscience individuelle », a fait remarquer une étudiante.

La marche a attiré une quarantaine de personnes dont à peine cinq ou six hommes, et ne s'est pas prolongée au-delà d'une demi-heure. Mais le groupe a su se faire entendre et laisser sa trace. De toutes parts, en criant non à la violence, on s'est mis à coller des feuillets de protestations sur les vitres d'auto, les magasins et les panneaux de signalisation.

Les organisateurs prévoient d'autres manifestations du genre, spontanées et informelles, nourries seulement de la détresse des femmes. On voudrait couvrir d'autres quartiers à risques, comme celui de l'intersection des rues Parc et Bernard où trois agressions ont été rapportées récemment. Et on envisage d'autres moyens de pression. « Il faudrait assaillir la police avec des appels plutôt que de se taire », insistait une manifestante.

« On ne se cachera pas, on va plutôt s'organiser pour se protéger. On a le droit de marcher dans les rues comme tout le monde », concluait la porte-parole.

Pour plus d'information: Comité d'Action des Femmes, 848-7431.

## S'exprimer pour celles et ceux qui ne le peuvent pas

Entrevue avec la Coalition pour les droits humains iraniens McGill.

Propos recueillis par  
MYRIAM BOURRY-SHALABI  
Éditrice Enquêtes

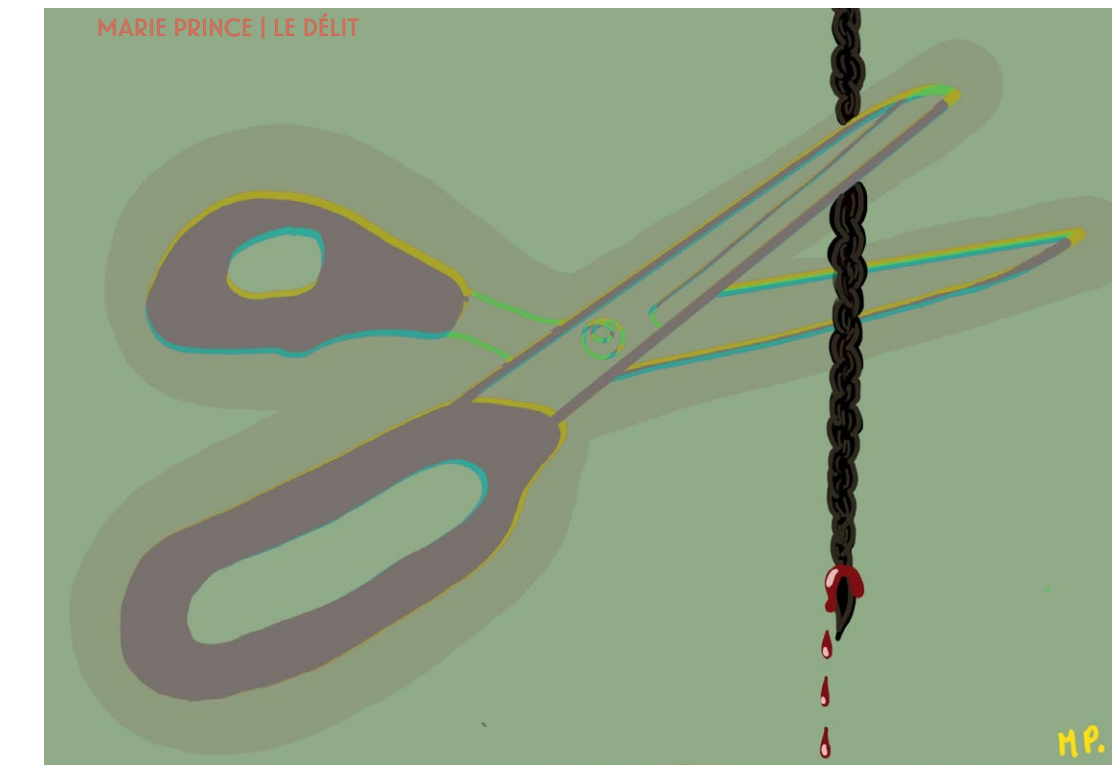
La Coalition pour les droits humains iraniens McGill est une coalition formée le 7 octobre dernier qui a pour but de soutenir les étudiant·e·s, les membres des facultés et le personnel iranien·ne·s de l'Université. Le 7 octobre dernier, la Coalition avait organisé une vigile devant le bâtiment James en l'honneur de Mahsa Amini, la jeune femme arrêtée le mois dernier à Téhéran pour le « port de vêtements inappropriés ». Sa mort, survenue trois jours après son arrestation, a déclenché une vague de protestations à l'échelle mondiale. *Le Délit* s'est entretenu avec Sonia et Sheida, étudiantes à McGill et co-fondatrices de la Coalition, afin de discuter de sa création et des manifestations actuelles en Iran.

**Le Délit (LD) :** Pouvez-vous parler de la création de la Coalition? Qu'envisagez-vous pour la suite?

**Sonia N. (SN) :** Sheida et moi, on n'a pas vraiment commencé dans le but de créer une coalition. On voulait simplement organiser un événement pour les étudiants et les professeurs iraniens sur le campus parce qu'on sentait le besoin et la nécessité d'un espace pour vivre un deuil qui puisse valider nos émotions, nos larmes. On voulait partager ce deuil avec d'autres personnes parce que nous avions parlé à beaucoup de nos amis iraniens, et on savait qu'ils faisaient face aux mêmes difficultés que nous. Donc au début, on ne s'était pas lancées dans l'idée de former une coalition, c'était juste un peu comme une formalité pour organiser la vigile. Nous avons ensuite réalisé qu'il y avait une absence de soutien pour la communauté iranienne sur le campus et que la Coalition pourrait la combler.

**Sheida D. (SD) :** On est en train de déterminer ce qu'on est et ce qu'on devrait faire. On comprend l'énorme dévouement que la Coalition engage. C'est une grande responsabilité et je ne veux pas prendre ça légèrement. Pour l'instant, je pense qu'il faut attendre et réfléchir avant d'organiser d'autres événements.

**SN :** Oui, il ne s'agit pas seulement d'organiser des événements juste pour les organiser. C'est de déterminer où il y a une absence de quelque chose et comment nous pouvons être là pour combler ce vide au lieu de simplement



dire: « D'accord, maintenant on doit se mettre au travail le plus tôt possible et organiser des millions d'événements. » On a organisé la veillée il y a deux semaines parce qu'on en sentait la nécessité. En voyant les manifestations en Iran, il fallait qu'on intervienne pour faire en sorte que notre voix soit entendue et reconnue ici sur le campus.

**« Lorsque les manifestants déferlent dans les rues, ils risquent leur vie, la vie de leurs familles et vivent avec ça tous les jours »**

**LD :** Est-ce que vous travaillez avec l'Association étudiante iranienne de McGill (McGill Iranian Student Association, MISA)?

**SD :** Le président de MISA a eu son diplôme il y a quelques années. L'Association n'a donc pas de conseil ou quoi que ce soit, ce qui fait qu'elle n'est pas très fonctionnelle en ce moment. On avait contacté MISA avant de former la Coalition puisqu'on avait présumé qu'ils avaient déjà planifié un événement similaire à la vigile et donc qu'ils pourraient éventuellement nous donner des conseils. Par contre, l'Association

n'est pas active, donc on s'est retrouvées dans une impasse.

**LD :** Quand je dis le mot rébellion, qu'est-ce qui vous vient à l'esprit? Est-ce plus l'espoir ou la peur?

**SD :** Je pense que c'est un peu des deux et je le sens quand je pense et je vois tous les Iraniens qui se révoltent en ce moment. C'est déjà une chose de se tenir devant l'administration de McGill, mais c'est complètement différent pour les personnes qui sont actuellement en Iran. Ça prend tellement de bravoure et de force pour se prononcer, pour manifester. Lorsque les manifestants déferlent dans les rues, ils risquent leur vie, la vie de leurs familles et vivent avec ça tous les jours. Et c'est encore plus risqué pour les femmes, même si elles portent leur hijab. Donc, dans ce sens-là, il y a la peur, mais il y a aussi de l'espoir parce qu'on se révolte contre un gouvernement qui est en train de perdre sa légitimité aux yeux du peuple. C'est l'espoir que ce régime qui perdure depuis 43 ans maintenant peut changer, et qu'avec ce changement, un sentiment de libération sera créé.

**SN :** J'ai été élevée par des personnes qui croyaient que la rébellion finirait par conduire à la liberté de leur pays, de l'Iran, mais, en même temps, elles avaient peur de la rébellion, du changement qu'elle pourrait éventuellement amener. Je perçois la rébellion comme une obligation plus qu'autre chose parce qu'ici,

dans l'Occident, on a le privilège de pouvoir se rebeller et dans la plupart des cas, le faire sans subir des conséquences extrêmes. Pour moi, assumer ses positions et avoir le courage de ses convictions, c'est le faire pour ma famille et pour les Iraniens, pour ceux et celles qui ne peuvent pas le faire. Par exemple, mon cousin qui est étudiant à l'université en Iran ne peut pas quitter la maison. Les universités sont visées par des attaques tous les jours. Ça va lui coûter la vie s'il va dans la rue. Ce sont les personnes en Iran qui se rebellent véritablement. Et je pense que si tu parles à la plupart des Iraniens, en fait, il y a

**« C'est un mélange d'une peur extrêmement débilite mais aussi d'un espoir inédit »**

cet espoir sous-jacent qu'on sera libéré bientôt, que nos enfants verront un changement. Comme Sheida a dit, c'est un mélange d'une peur extrêmement débilite mais aussi d'un espoir inédit.

**LD :** Est-ce que vous considérez la mort de Mahsa Amini comme un tournant ou le moment qui déclenche le mouvement ?

**SD :** Les manifestations qui se déroulent encore à ce jour sont

les plus percutantes que j'ai vues depuis très longtemps, en grande partie grâce à la couverture qu'elles reçoivent sur les réseaux sociaux et les médias. Mais c'est aussi important de noter qu'il y a des manifestations depuis plusieurs années maintenant en Iran. Il y a un an, par exemple, il y avait beaucoup de grèves en raison des conditions de travail et de la crise du pétrole. Ce qu'on voit aujourd'hui c'est une accumulation des choses qui déstabilisent la société et qui mène à une dénonciation de l'illégitimité du régime. Mais on ne peut pas nier l'ampleur des vagues de manifestations actuelles.

**SN :** Je pense que ce qui me pose problème est que les gens utilisent sa mort comme catalyseur pour exprimer toute leur colère face à ce qui se passe dans le pays. Ce qui se passe en ce moment est un mouvement féministe transnational, mais c'est aussi bien plus que cela. Les manifestants ne protestent pas seulement le port obligatoire du hijab, ils protestent également contre l'économie et la corruption de leur gouvernement, le fait que tant d'histoires ont été enterrées, tant de personnes ont été tuées sans réponse. C'est injuste de résumer tout ça à une question de hijab obligatoire.

**LD :** Est-ce que la violence est nécessaire à la rébellion? Existe-t-il une limite à cette violence selon vous?

**SN :** Je pense que la violence est nécessaire à la rébellion, mais qu'elle peut parfois devenir extrême. Par exemple, il y a eu tellement d'actes de violences irréfléchies pendant la révolution en 1978. Je pense notamment à l'incendie du cinéma Rex d'Aban lors duquel plus de 400 personnes ont péri. À ma connaissance, personne n'a réclamé cet acte de violence. Aucun parti politique, aucun régime. L'acte n'avait pas d'objectif, aucune raison. Mais dire que la violence n'est pas nécessaire est aussi ignorant et vient du fait que nous vivons dans un endroit où nous pouvons nous rebeller ou protester pacifiquement.

**SD :** Ce n'est pas à nous de nous prononcer là-dessus. On ne voit pas la réalité de ce que les gens en Iran voient au quotidien. La violence qu'on voit en ce moment ne vient pas d'une place de radicalisme, il y a une raison et un activisme direct derrière cette violence. Il y a un message, il y a une demande. ☹

# La Riposte voit rouge

Entrevue avec la Riposte socialiste étudiante de McGill.

**L**a Riposte socialiste étudiante (*Fightback Socialism Club*) est un groupe étudiant présent depuis 2012 sur le campus de l'Université McGill qui vise à éduquer la communauté mcgilloise sur la théorie marxiste ainsi sur l'histoire des mouvements contestataires de manière plus générale. Le groupe fait partie de la branche canadienne de l'organisation internationale nommée La Tendance marxiste internationale. *Le Délit* s'est entretenu avec Sebastian, un activiste associé à la Riposte depuis trois ans maintenant afin de discuter des objectifs de l'organisation sur le campus de McGill.

**Le Délit (LD) :** *Qu'est ce que la Riposte socialiste étudiante de McGill? Quels sont ses objectifs?*

**Sebastian (S) :** La Riposte est une organisation qui essaie d'apporter des idées socialistes et marxistes aux mouvements étudiants, mais aussi à divers mouvements contre l'oppression sous toutes ses formes. Nous avons donc des divisions dans des universités partout au Canada. En tant que marxistes, nous essayons d'étudier l'histoire des révolutions et des mouvements rebelles en général en essayant d'en tirer des leçons. Quelles stratégies ont

marché et lesquelles ont échoué? Il y a beaucoup de leçons qu'il faut apprendre mais qui ont tendance à être oubliées. La première est que la révolution est nécessaire et possible. Mais aussi, pour que ce mouvement révolutionnaire gagne ce pour quoi il manifeste, il doit se battre pour avoir le pouvoir politique. Par exemple, sur le campus, on fait beaucoup de travail pédagogique qui encourage les étudiants à ne pas trop se concentrer sur eux-mêmes mais à se tourner vers l'extérieur, et en particulier vers la classe ouvrière.

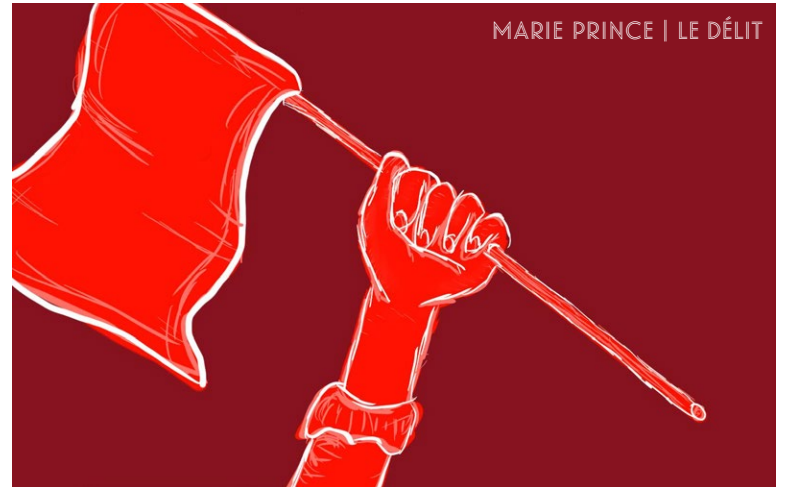
**LD :** *Comment apportes-tu la révolution dans ton quotidien?*

**S :** Un élément important à considérer est que les révolutionnaires ne créent pas les révolutions. Les révolutions se créent d'elles-mêmes en réaction aux contradictions inhérentes des systèmes sociaux dans lesquels elles voient le jour. Par exemple, les personnes opprimées de la classe ouvrière sont amenées à lutter à cause de l'oppression et de l'exploitation qu'elles vivent dans leur quotidien et ce, jusqu'au point où elles cèdent. La vraie question à se poser est donc de savoir quelles idées mèneront le prochain mouvement de révolution. *Fightback*

se concentre beaucoup sur la réponse à cette question, et c'est la raison pour laquelle nous mettons tant d'efforts dans l'éducation. À titre d'exemple, nous avons tenu la semaine dernière un événement sur le campus de McGill à propos du mouvement en Iran. Nous avons invité un orateur qui a raconté l'histoire des divers mouvements en Iran. Notre objectif est davantage de sensibiliser la population quant à la réalité de ces événements, parce que les médias publics les abordent bien évidemment selon un angle très spécifique. Donc, plus généralement, nous voulons propager les apprentissages de ces mouvements parce que, fondamentalement, nous croyons qu'ils reviendront.

**LD :** *Qu'est-ce que le mot rébellion évoque pour vous?*

**S :** Il évoque beaucoup, parce qu'en tant que marxistes nous pensons beaucoup à la révolution. La rébellion est un terme très vaste, et nous pensons davantage en termes d'une révolution. La révolution, à son origine, débute avec les masses populaires. La majorité des gens n'ont pas grand mot à dire en ce qui concerne la politique dans leur vie quotidienne, ils ne choisissent pas comment leur vie est gouvernée.



MARIE PRINCE | LE DÉLIT

La révolution, c'est lorsque ces personnes décident que c'en est assez, qu'elles se défendent et décident de sortir revendiquer dans les rues pour changer le cours de l'histoire. Un bon exemple de cela est, encore une fois, les manifestations qui se déroulent en Iran.

**LD :** *À quel point la violence est-elle nécessaire pour une rébellion dans le contexte d'une révolution? La violence peut-elle être une solution pour apporter le changement?*

**S :** La plupart des mouvements ont des origines paisibles. Pourtant, dans le cadre d'une révolution marxiste, je pense qu'il serait naïf

de croire que la classe dominante céderait son pouvoir sans combat. Ça ne veut pas pour autant dire que nous encourageons la violence! Mais, si l'on observe tous les mouvements révolutionnaires, ils sont pacifiques jusqu'à ce que la classe dirigeante et l'État qui est sous son contrôle utilisent la violence contre les manifestants. En tant que marxistes, nous défendons fermement le droit des opprimés à se défendre, peu importe la manière. ☹

*Propos recueillis par  
MYRIAM BOURRY-SHALABI  
Éditrice Enquêtes  
MALO SALMON  
Éditeur Opinion*

## Tournesols à la tomate

Les gestes d'activisme radicaux : désespérés ou ridicules?

**L**e 14 octobre dernier, deux activistes de *Just Stop Oil* (Fin au Pétrole, *tdlr*), un groupe qui milite contre l'exploitation des combustibles fossiles, sont entrées dans une salle de la Galerie nationale (*National Gallery*) de Londres avec deux boîtes de conserves de soupe à la tomate Heinz en main. *Splat!* – c'est le son qu'a fait la tomate en s'écrasant sur la vitre qui protège *Les Tournesols*, célèbre toile de Vincent Van Gogh. « *Qu'est ce qui vaut plus, l'art ou la vie?* (*tdlr*) », a exprimé une des manifestantes, sa main collée au mur du musée anglais. « *Êtes-vous plus soucieux de la protection d'un tableau ou de la protection de notre planète?* », a ajouté l'autre manifestante.

De la grève de la faim à l'im-molation par le feu, ces formes de protestations qu'on peut qualifier de « radicales » ont historiquement été déployées par des mouvements activistes pour attirer l'attention vers des situations désespérées. En effet, le coup de la soupe de *Just Stop Oil* ne sort pas de l'ordinaire. Prenons par exemple la désobéissance civile de

Gandhi dans les années 1930 et 1940, ou bien le blocage du pont Jacques-Cartier par Extinction Rébellion en 2019. Si le tableau, protégé par une vitre en verre, a échappé à la tomate, quel est le problème?

« Ce n'est pas la bonne façon de protester. Ils sont contre les émissions [de gaz à effets de serre] donc ils attaquent Van Gogh? Tout ce que ça fait, c'est de soutenir les négationnistes du climat, » a partagé un internaute. Plusieurs ont pris cet acte comme une opportunité pour critiquer *Just Stop Oil*, qui reçoit une partie de son financement du Climate Emergency Fund, un fond de

« *Splat!* – c'est le son qu'a fait la tomate sur la vitre qui protège les Tournesols, célèbre toile de Vincent Van Gogh »



LAURA TOBON | LE DÉLIT

subvention d'activistes pour la justice climatique basé à Los Angeles qui a commencé avec une subvention de 500 000\$ de l'héritière de Getty Oil, Aileen Getty. Certain-e-s ont critiqué le geste comme étant plus aliénant qu'utile tandis que d'autres plaisantaient en disant que les manifestantes ciblaient *Les Tournesols* parce qu'il s'agit d'une peinture à l'huile. Dégoût et rage circulaient sur Internet; c'est un acte « ridicule », « sans cible ou objectif » peut-on lire. Même si, symboliquement, la tomate sur le Van Gogh ne représente pas grand chose, les

manifestantes ont réussi à exprimer une chose: un désespoir à travers le ridicule. Nous sommes avant tout dans une situation de désespoir en ce qui a trait à la crise climatique.

La consommation de combustibles fossiles est l'un des plus grands enjeux de notre temps et le principal moteur du réchauffement planétaire. Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a encore averti que les émissions actuelles planétaires placent les pays loin du 2° C d'ici 2100. Avec les

« La consommation de combustibles fossiles est l'un des plus grands enjeux de notre temps et le principal moteur du réchauffement planétaire »

sécheresses, les incendies, les tempêtes, l'élévation du niveau de la mer et l'épuisement des ressources naturelles, la dystopie devient réalité et on s'approche d'un monde tout comme dans le *Soleil vert* de Richard Fleischer. Si la soupe sur le Van Gogh ne va pas nous sauver alors que la Terre est sur le point d'exploser, elle aura au moins eu le mérite de nous faire rire alors que la planète est enflammée. ☹

*MYRIAM BOURRY-SHALABI  
Éditrice Enquêtes*

## Mots d'un aérosol avec des dents

Entrevue avec Dr Bao Pham alias Croki, pionnier du graffiti montréalais.

Un graffiti est une inscription sur une surface publique. Il se définit simplement mais il est philosophiquement rebelle aux catégorisations. Parfois le graffiti constitue plus une expression artistique appréciée qu'une inscription qui détériore, tandis qu'à d'autres moments il est vandale et méprisé plus qu'il est touchant. De la même manière, on a du mal à détester *Les Tournesols* à la soupe de Van Gogh : on a autant d'arguments pour souligner d'une part le caractère indispensable de l'activisme environnemental et d'autre part le caractère scandaleux d'un tel acte de vandalisme. Sans contexte, ce problème ne se règle pas et il rejoint également la question des motivations qui mènent à un tel acte. On les retrouve aussi bien en Palestine que sur son bac de recyclage, les graffiti sont des marqueurs anthropologiques d'extraction populaire. Pour comprendre les raisons possibles à l'origine de l'acte de faire des graffiti, *Le Délit* s'est entretenu avec l'artiste et dentiste Dr Bao Pham.

**Le Délit (LD) :** Pourrais-tu te présenter ?

**Bao Pham (BP) :** Je m'appelle Bao. Aujourd'hui, je fais surtout des tableaux et, à côté, je suis dentiste. J'ai installé un atelier

dans ma clinique pour peindre quand j'ai des annulations. Ça me permet aussi d'entendre les avis de mes patients. Il y a une grande diversité chez les patients qui me consultent, ainsi je ne me contente pas seulement de mon point de vue. Sinon, mon intérêt pour l'art a commencé avec le graffiti dans les années 90. J'ai commencé en

« J'ai installé un atelier dans ma clinique pour peindre quand j'ai des annulations. Ça me permet aussi d'entendre les avis de mes patients »

1995 environ, comme membre de la première génération de ce qu'on appelle non pas le graffiti, mais *Street Art* (Art urbain, *tdlr*).

**LD :** *Le graffiti est-il du Street Art avant d'être du vandalisme?*

**BP :** C'est sûr que les premiers essais, c'est un peu n'importe quoi. Au tout départ, oui, je pense que

c'était plus du vandalisme si on remonte dans les années 80 à New York, où l'idée du graffiti était de poser son nom. C'est vraiment, à la base, être capable de poser son nom dans la ville. Pour mes amis et moi, c'est le même principe, au début c'était des *tags*, surtout dans le métro. Ça fait vraiment partie intégrante de la culture hip-hop.

**LD :** *As-tu senti le basculement entre le Street Art redouté par les commerçants et les citoyens et le Street Art célébré par tous, à tel point que le festival MURAL a été créé en 2013 pour apprécier les graffeurs comme des artistes? Est-ce qu'on imaginait cette démocratisation il y a 30 ans?*

**BP :** C'est drôle que tu m'en parles parce que j'avais une patiente cette semaine qui m'a demandé comment je voyais ce changement. Je dirais que j'ai vécu ce côté vraiment vandale, et qu'il existe encore aujourd'hui, mais beaucoup moins que dans le temps parce qu'avant, ça faisait partie intégrante du graffiti. Aujourd'hui, il y a encore de ces « vieux gars », ceux qui sont actifs et qui ont gardé l'esprit du *bombing* (peindre sur un mur public avec des bombes de peinture, *ndlr*) pour laisser une trace sur les panneaux de signalisation le long des autoroutes. Ils montent sur les poteaux et font leur *tag*. Donc ce côté redouté existe encore, mais il est moindre. On remarque ce côté commercial maintenant avec le festival MURAL. Ce que les gens ignorent, c'est qu'il y a un autre festival de *Street Art*, la convention *Under Pressure*, qui revient chaque année depuis 1996, mais c'est un festival qui passe inaperçu. Le mur arrière des Fougones Électriques devient l'espace de travail de plusieurs artistes et l'ambiance ressemble à celle des *block parties* (fêtes hip-hop de quartiers à New York dans les années 1970, *ndlr*).

**LD :** *À New York, les graffeurs étaient souvent des personnes marginalisées et engagées. Qu'en est-il de Montréal? Tes amis et toi avez des revendications?*

**BP :** Je ne voyais pas notre groupe comme ça. On était tous jeunes, évidemment, mais on y allait que pour les graffiti. C'était pas nécessairement avec un but, mais oui, c'est sûr qu'il y a le côté « rébellion ».

**LD :** *Comment ça fonctionnait pour trouver un espace pour faire des graffiti?*

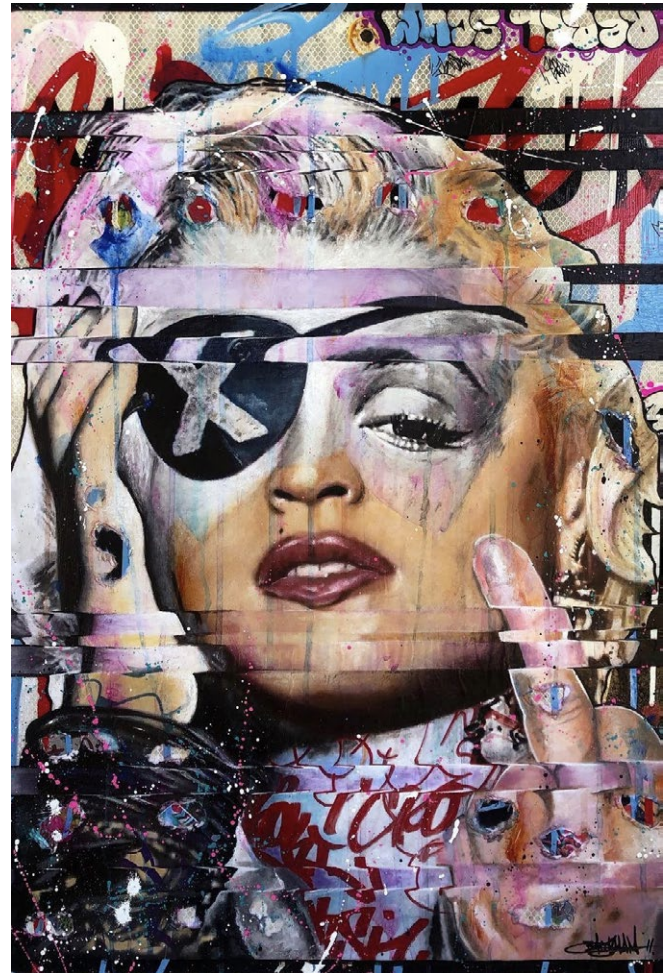


PHOTO FOURNIE PAR BAO PHAM

« On a dû courir sur le train pour fuir la police et on a finalement réussi à leur échapper »

pas grand, alors imagine toi par rapport à un train! Je faisais sûrement la taille des roues. On a dû courir sur le train pour fuir la police et on a finalement réussi à leur échapper.

**LD :** *Pourquoi as-tu voulu travailler sur un train?*

**BP :** Il y a beaucoup de trains commerciaux qui ne roulent pas la nuit et qui se retrouvent à l'arrêt dans des gares. L'idée c'est d'avoir son nom sur quelque chose qui roule et qui va voyager partout, autant pour quelqu'un qui habite à New York ou à Montréal...

Propos recueillis par  
**ALEXANDRE GONTIER**  
Éditeur Vie nocturne

Pour retrouver Bao, suivez-le sur son Instagram @bao\_croki\_pham et sur son site web. ☺



PHOTO FOURNIE PAR BAO PHAM

# Sortir, c'est décevoir

Récit d'une rupture culturelle :  
une soirée pour endormir les codes parentaux.

**DILARA BHUIYAN**  
*Coordonnatrice  
Multimédias*

**C'**est un vendredi soir. Je suis au Second Cup sur le boulevard Saint-Laurent en train de contempler le reste de ma soirée. Je reçois des messages de mes parents. Ils sont inquiets : mon couvre-feu de vingt-deux heures approche. Je ne réponds pas. Où suis-je ? Que fais-je ? Avec qui suis-je ? Ce sont des questions qui les tracassent. Toutefois, ce soir, je ne compte pas rentrer chez moi. Ils ne le savent pas. J'ai des plans avec mes ami·e·s pour aller à une fête dans deux heures et je n'ai aucune intention d'aviser mes parents, car ils ne me le permettraient pas. « Tu ne peux pas boire d'alcool. Tu ne peux pas aller en boîte. Tu ne peux pas sortir trop tard. Tu ne peux pas porter une jupe trop courte. Tu ne peux pas être attirante. Tu ne peux pas avoir de relations sexuelles. Tu ne peux pas choisir ton partenaire. Tu ne peux pas transgresser les règlements, et tu ne peux surtout pas faire ce que tu veux. » J'ai grandi dans une

famille d'immigrant·e·s conservateur·rice·s. Or, toute ma vie est dictée par des règlements et des normes à suivre. Ces règlements sont soutenus par la peur, la honte, la culpabilisation, les menaces d'abandon, les punitions, la manipulation émotionnelle et l'abus physique. C'est une dure réalité à laquelle

pendant la nuit est mal vue, car elle serait plus disposée à enfreindre les règles : la nuit représente l'intimité, l'immoralité, le danger. Mes parents craignent ma découverte de la nuit, ils essaient d'imposer des limites à ce que je peux faire. Lorsque j'étais plus jeune, je répugnais la sévérité de mes par-

étaient jeunes, et ont dû accepter leur état de soumission. Ils étaient prisonniers de la conformité culturelle. Cela étant dit, je ne veux pas répéter ce cycle. Je veux me rebeller. Il est vingt-deux heures passées. Je me maquille dans les toilettes et je change ma tenue pour porter des vêtements qui feraient se retourner mes ancêtres dans leurs tombes. J'ai cinq appels manqués de mes parents, et je ressens une insouciance flagrante. Je devrais me sentir égoïste de ne pas les avoir con-

« Ils étaient prisonniers de la conformité culturelle. Cela étant dit, je ne veux pas répéter ce cycle. Je veux me rebeller »

plusieurs femmes dans ma situation sont confrontées à cause de valeurs culturelles strictes et arriérées. Dès qu'elles se rebellent, elles déraillent du « droit chemin » et sont perçues comme des fardeaux. Que ce soit de choisir de ne pas suivre sa religion ou de ne pas vouloir se marier, lorsque leur autonomie devient incompatible avec les normes tradition-

ents pour leur sévérité et leur intolérance, mais, avec le temps, j'ai développé une pitié pour eux depuis que j'ai réalisé que leur façon rigoureuse d'encadrer leurs enfants est une conséquence du conditionnement de leurs propres parents. Ils ont subi les mêmes restrictions et les mêmes abus. Ainsi, le traumatisme intergénérationnel devient inévitable puisque mes

frontés et d'avoir mis mes désirs avant leurs attentes. Cependant, je me sens libre. Je rejoins mes ami·e·s et je me rends à la fête. Le dernier métro est passé avec minuit. Mes parents ont perdu espoir, car ils ont cessé de me contacter. Le reste de la soirée est comme un rêve : plus le temps passe, moins je m'en souviens. Pourtant, je me souviens de l'extase et de ma désobéissance

« Je me maquille dans les toilettes et je change ma tenue pour porter des vêtements qui feraient retourner mes ancêtres dans leurs tombes »

motrice avant de m'endormir sur le canapé. À l'aube, je me réveille pour aider mon ami à ranger son appartement. Je me dirige ensuite au travail sans penser à la déception de mes parents, et, finalement, je rentre chez moi à vingt-deux heures, le lendemain. ☹

nelles, elles deviennent une honte pour leurs familles. Ainsi, dans ma communauté, l'idée d'une femme qui sort

parents, comme plusieurs immigrant·e·s, n'ont pas eu le courage de renoncer face à leurs parents lorsqu'ils

## The Apocalypse In Your Bedroom

Rêves d'un·e enfant queer.

CÉLIA PÉTRISSANS

Cordonnatrice Réseaux Sociaux

James Knott nous dévoile sa pièce de théâtre *The Apocalypse In Your Bedroom* derrière un drap blanc, assis·e sur une chaise ; sa petite lampe, que l'on retrouve tout le long, projette l'ombre de ses doigts qui claquent au rythme d'une musique écrite et interprétée par l'artiste. Une vidéo commence ; dès les premières secondes on comprend que le voyage va être singulier et fascinant.

Allongé·e devant nous sur des cubes blancs qui lui servent de lit, et de bien d'autres choses, James nous donne accès à iel-même, comme si nous étions dans sa chambre. La vidéo nous plonge dans ses rêves, dans ses terreurs et ses fantaisies ; « *who am I or what am I?* », les questions résonnent et nous submergent, nous sommes ensemble rattrapé·e-s par les inquiétudes du passé.

La pièce touche à cette nostalgie des adolescences queer, qui vont à l'encontre des modèles dominants. Elle raconte la solitude de James,



CAROLINE HAYEUR

incarnée par une mouche sortie tout droit de son imagination. Elle lui sert de compagnon de sommeil, elle initie la conversation, elle est la seule à connaître ce que James ne peut avouer à personne.

S'ensuit une série de saynètes, comme des rêves fous, déchainés, des performances ancrées dans le *camp*, cette expression anglaise difficile à définir qui souligne l'artificialité des codes, notam-

ment de ceux du genre. Le corps est mis en avant avec l'observation de ses traits, de sa forme et il est mis en scène habillé, dénudé, le visage maquillé. La projection nous montre une secrétaire, des génies : le genre est performatif, il devient un art, celui de se déguiser, d'enfiler un costume pour exprimer une pensée. Le tout est entrecoupé de scènes de dessins animés. James est le reflet de la méchante reine dans *Blanche Neige*, cette femme

codée queer, codée *camp* ; James est Blanche Neige, iel se penche dans le puits, appelle quelqu'un. Qui pourrait comprendre son malaise ?

Iel nous replonge complètement dans son enfance ; nous avons accès à son histoire, sa pièce est personnelle, emplie de photos de famille, et du souvenir de tout ce qui participe à la construction de soi, de l'identité. James regarde son passé et nous le partage, nous hochons la tête, nous comprenons son mal-être. Cette mélancolie est chantée à travers de multiples mélodies renforçant le côté joyeux et dramatique de la pièce, elles font de sa nuit une comédie musicale parsemée de désirs utopiques. Elles nous accompagnent pendant une heure, tout le long d'une représentation dans laquelle nous entrons avec envie, et d'où nous ressortons satisfait·e-s, nos attentes assouvies par cet humour queer bienveillant.

Quelques minutes avant la fin, un écran noir apparaît ; on y lit un clin

d'œil : « *For the gaybies and the babies. Queers with fears. For smiles and for tears, my dears* », (Pour les *gaybies* et les bébés. Les queer qui ont peur. Pour les sourires et les pleurs, mes cher·ère-s, *tdlr*).

Je me tourne vers mon amie, on se sourit et je crois que quelque chose a changé. Un jour on parlera de nos histoires, on rira de notre enfance, du rêve de cette vie interdite. Ce soir, on s'identifie à celle d'un·e autre, heureuses d'être queer, entourées et comprises.

La thèse de *The Apocalypse In Your Bedroom* est à retrouver sur le site [knottart.com](http://knottart.com).

*The Apocalypse In Your Bedroom* a été présenté dans le cadre du Festival *Phénomena*, qui se poursuit jusqu'au 21 octobre prochain, avec les spectacles *Mixtape le 19 octobre*, *Cabaret Dalida sans Dalida le 20 octobre*, et *Music Sensation (Battle Waacking) le 21 octobre*. ☺

## Ce que ces « barrages » signifient

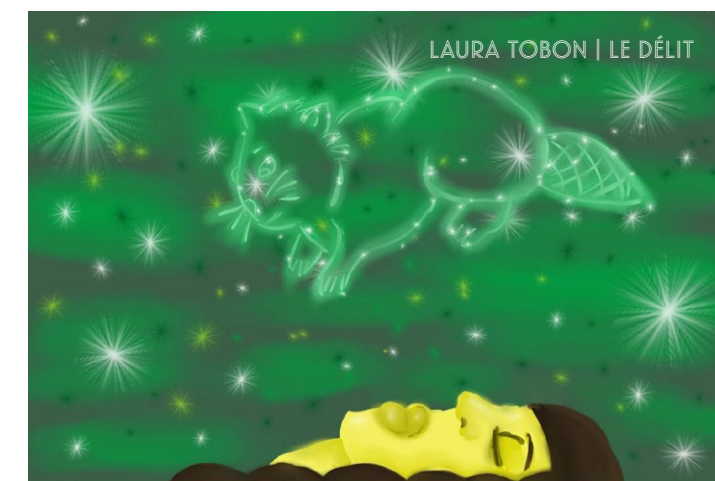
*Okinum* à l'Espace Go jusqu'au 22 octobre.

FRANÇOIS OUMET

Contributeur

Fruit d'une résidence d'Émilie Monnet au Centre du Théâtre d'Aujourd'hui, *Okinum* a connu son lot de succès depuis sa première représentation en 2018 – balado, documentaire, et, l'automne dernier, une publication aux éditions *Les Herbes rouges*, finaliste aux Prix littéraires du Gouverneur général. De retour sur scène jusqu'au 22 octobre à l'Espace Go, la pièce enchaîne habilement élans oniriques et didactisme historique et nous invite dans un monde où le récit de soi passe par un démêlement des atavismes.

Aux premiers instants d'*Okinum*, un cri étrange emplit l'espace scénique, une sorte d'appel mélancolique et inquiet, non identifiable, à mi-chemin entre le huard et le loup. C'est le cri d'un castor, animal emblématique des territoires nordiques, qui deviendra le point focal d'une réflexion intime sur le corps, l'identité et les fissures ouvertes par les violences coloniales. *Okinum* signifie « barrage » en anishinaabemowin, et Émilie Monnet saura tout au long de la pièce mobiliser le caractère poly-



LAURA TOBON | LE DÉLIT

sémique du terme avec puissance. Le barrage est une séparation – tantôt une protection, tantôt un obstacle, mais toujours signifiant d'un état de fait *irréconciliable*. Le barrage du castor, composé des « os de la forêt », qui cohabite bien mal avec les murs de béton s'imposant sur les lits de nos rivières, incarnations du rêve hydroélectrique devenu mythe constituant de la nation québécoise. Le barrage « dans la gorge », où le cancer de l'autrice se répand, mais aussi où la parole trouve son origine, et où le

triple héritage linguistique d'Émilie Monnet – anglais, français et anishinaabemowin – cohabite. Et, bien sûr, les barrages psychologiques, culturels, politiques et économiques qui persistent depuis les débuts de la colonisation.

*Okinum* est une réflexion fascinante sur le langage, sur ses rapports à l'identité et ses pouvoirs de guérison. En retrouvant la parole de ses ancêtres, on a l'impression que le personnage redécouvre son monde, que les

douleurs multiples qu'elle porte en elle sont transmues par un tissu de signes qui lui devient familier. L'apprentissage d'une langue devient le lieu d'un rapprochement, avec la filiation, mais aussi avec l'environnement, car la sémantique de l'anishinaabemowin est celle d'une proximité avec le vivant.

« *Okinum* est une réflexion fascinante sur le langage, sur ses rapports à l'identité et ses pouvoirs de guérison »

Au-delà de sa brillante conceptualisation, *Okinum* est portée par une excellente performance d'Émilie Monnet, interprétant son propre texte, sorte de monologue autobiographique entrecoupé de rêves, de souvenirs et de théâtre documentaire. On pense notamment à cette scène cathartique

où elle dénonce sans détours les violences de la colonisation. Mais aussi, à ses mouvements sur scène, qui dynamisent la performance et permettent aux spectateur·rice-s de se repérer facilement à travers les bifurcations narratives. La scène de l'Espace Go – intime et circulaire – semble d'ailleurs parfaitement adaptée pour la pièce, dont l'unité repose tant sur le texte que sur l'utilisation de l'espace, du son et des images. Unité d'ailleurs renforcée par les trois langues utilisées lors de la performance, qui deviennent éléments constitutifs de la narration elle-même.

Le concept de réconciliation atteint tranquillement son point de saturation et se galvaude chaque fois qu'il est employé dans les discours politiques et médiatiques. La force d'œuvres telles qu'*Okinum* est d'articuler la charge affective qui accompagne les défis de la réconciliation en rapportant ses enjeux à un réel affranchi des rhétoriques politiques, c'est-à-dire à un réel constitué d'un territoire, de vécus et d'individus souffrant encore aujourd'hui de la présence invasive des « barrages ». ☺

# Tableaux mouvants

Au cœur de la danse contemporaine montréalaise.

HORTENSE FORTIN  
Contributrice

**D**anses buissonnières est une compilation de courts spectacles de danse contemporaine. Du 8 au 11 octobre se déroulait l'édition Automne 2022 dans l'espace Tangente. *Danses buissonnières* est une sélection de cinq œuvres de dix minutes chacune, élues par un jury d'artistes. Les chorégraphes sont tous des jeunes locaux qui font leurs débuts dans le monde de la danse professionnelle. La salle où se déroule le spectacle est assez intimiste, ce qui permet au spectateur d'apprécier

« En fonction des soirs de spectacle, les œuvres ne suivent pas le même ordre mais, quel que soit l'agencement, le public traverse cinq tableaux tous très différents »

la scène, les danseurs, leurs mouvements ainsi que leurs expressions faciales, quel que soit l'endroit où il est placé. De plus, certaines des créations sont accompagnées de musiciens, ce qui ajoute des dimensions à la fois visuelle et auditive très harmonieuses.

Une salle, cinq ambiances

En fonction des soirs de spectacle, les œuvres ne suivent pas le même ordre, mais quel que soit l'agencement, le public traverse cinq tableaux tous très différents. Le 8 octobre dernier, le programme a commencé par dix minutes envoûtantes où, sur

une musique orientale, les danseuses Chanel Cheiban et Maude Laurin-Beaulieu ont enchevêtré leurs corps avec beaucoup de sensualité pour se transformer en une créature dysmorphique se balançant au rythme de la musique.

Puis ce fut au tour d'Ernesto Quesada Perez d'interpréter *Dépit temps* de Mara Dupras. Dans cet hommage à la culture antillaise où la musique mêle berceuse guadeloupéenne et bribes de vers d'Aimé Césaire, on ressent à la fois de la joie et de la pitié pour le personnage sur scène qui alterne entre sourires et gestes de pantin désarticulé.

Le temps de changer le décor, et le public se retrouve dans un univers onirique où des ballons flottent

assistons à un combat de danse électrique où Carlos-Alexis Mendoza et Kevin Tran s'affrontent

« Enfin, alors que tous les spectateurs sont invités à se réunir en cercle sur la scène, nous assistons à un combat de danse électrique où Carlos-Alexis Mendoza et Kevin Tran s'affrontent et se coordonnent pour offrir un magnifique bouquet final »

sur scène. Jessica Muszynski danse avec un de ces objets de baudruche avec la légèreté d'un enfant avant de se faire engloutir par ses propres jouets. Soudain, on passe du rêve au cauchemar, de l'insouciance à la terreur en l'espace de dix fascinantes minutes.

Après un entracte d'un quart d'heure, le spectacle reprend dans une ambiance confortable où trompettiste, contrebassiste et batteur improvisent un air de jazz sur lequel Anna Duverne enchaîne danse effrénée et gestes lents qui vous éblouissent. Enfin, alors que tous les spectateurs sont invités à se réunir en cercle sur la scène, nous

tent et se coordonnent pour offrir un magnifique bouquet final.

Technicité et accessibilité au rendez-vous

Durant tout le spectacle, les danseurs ont fait preuve d'une véritable technique : de la souplesse du chat à la force brute, de l'enchaînement d'une multitude de micro-mouvements sur des rythmes endiablés à la décomposition d'une gestuelle au ralenti. La maîtrise de leur corps était parfaite. Cette technique peut être appréciée et détectée par un œil peu habitué à la danse contemporaine, ce qui est très agréable et pas systématique dans d'autres spectacles. ☺



RECOMMANDATIONS

## Recommandations culturelles

### « Rébellion »

Quelques suggestions d'œuvres portant sur les rébellions.

LOUIS PONCHON  
Éditeur Culture

Littérature : *Baise-moi* de Virginie Despentes (1993)

Sorti en 1994, le premier roman de Virginie Despentes présente déjà tous les motifs récurrents de son œuvre : marginalité sociale, sexualité désinhibée, et instabilité mentale. *Baise-moi* est une espèce de *road movie* inversé, centré sur les personnages de deux femmes perdues – une prostituée et une actrice X – qui se lancent dans une cavale extrêmement violente et meurtrière à travers la France, qui se termine aussi mal qu'elle commence. Sorte de *Thelma & Louise* (version délurée), c'est le roman d'un nouveau féminisme, qui désacralise le corps féminin et expose une sexualité féminine agressive et fière.

Cinéma : *Divines* d'Houda Benamya (2016)

À travers le récit de l'émancipation de Dounia, jeune fille de banlieue parisienne qui lâche ses cours au lycée professionnel pour offrir ses services à une trafiquante de drogues respectée dont elle sait gagner l'estime, *Divines* met en scène la puissance d'une révolte personnelle tous azimuts. Dounia est une jeune fille en feu, qui brûle contre un système scolaire qui échoue à lui donner une place dans le monde du travail, contre sa mère irresponsable et souffrant d'alcoolisme et, plus largement, contre la fatalité de son existence de banlieusarde. Disponible sur *Netflix*, le film *Divines* est une fable moderne follement entraînante, récompensée par la Caméra d'Or à Cannes en 2016.

Photographie : *The Ongoing Revolution* de Myriam Boulos (2019-2021)

Née au Liban en 1992, Myriam Boulos commence la photographie à 16 ans en explorant Beyrouth. C'est sa manière à elle d'interroger le Liban et ses fractures. Depuis la fin de son adolescence, elle capture une société en ébullition qui se soulève fréquemment contre les institutions corrompues qui la gouvernent. Sa série intitulée *The Ongoing Revolution* (« la révolution en cours »), débutée en 2019 lors des grandes protestations contre l'échec du gouvernement à trouver une solution à la crise économique, montre, au-delà de la force et de la détermination des Libanais·es, que les révoltes peuvent tout à fait faire l'objet d'une quête esthétique. ☺

# Lire anarchiste au 2035 Saint-Laurent

Entrevue avec un membre de la bibliothèque DIRA.

**A**u troisième étage du bâtiment situé au 2035 boulevard Saint-Laurent se trouve la bibliothèque anarchiste DIRA, acronyme pour « Documentation, Information, Références et Archives ». *Le Délit* a rencontré Franklin\*, membre impliqué à la bibliothèque, pour discuter du fonctionnement de la DIRA et du partage d'informations anarchistes au Québec.

**Le Délit (LD) :** *Qu'est-ce que la bibliothèque DIRA?*

**Franklin (F) :** DIRA est un établissement ouvert à une pluralité d'opinions et basé sur le principe que l'information devrait se partager librement ; les gens peuvent emprunter un livre ou un document ou en consulter sur place.

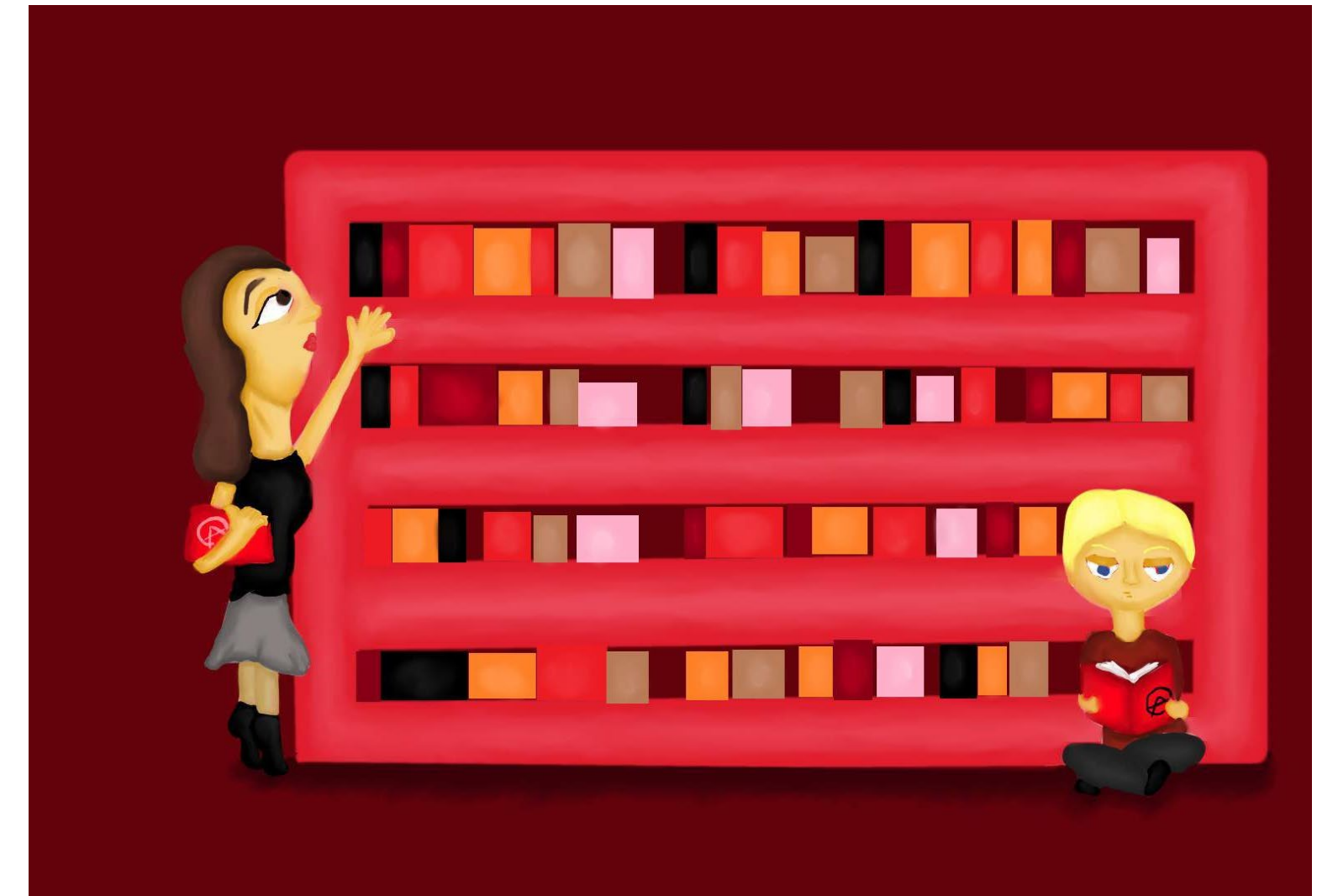
La DIRA est organisée de façon anarchiste. Tous les mois, nous avons une rencontre pour décider des permanences et discuter des événements qui auront lieu à la DIRA. La DIRA offre aussi du contenu majoritairement anarchiste ; nous avons des sections d'ouvrages marxistes, des sections moins politiques, mais de façon générale, nos ouvrages portent sur des sujets de gauche. De prime abord, la DIRA est un espace de partage d'informations qui regroupe des gens fantastiques que j'aime beaucoup.

**LD :** *L'accès à la bibliothèque est-il ouvert à toutes et à tous ou faut-il plutôt devenir membre avant d'y accéder?*

**F :** Aucun besoin de devenir membre, c'est vraiment ouvert à toutes et à tous ! La majorité des gens qui visitent la DIRA sont des gens qui se promènent sur le boulevard Saint-Laurent et qui voient la porte ouverte de la bibliothèque. Pour emprunter un livre, il n'est pas non plus nécessaire d'être membre, il faut seulement laisser son nom et le moyen par lequel on souhaite être rejoint·e-s. Ensuite, les gens peuvent partir avec le livre pour une durée d'environ un mois. Donc oui, c'est une institution ouverte à toutes et à tous.

**LD :** *Sur le site web de la DIRA, il est mentionné que la DIRA est un « collectif libertaire ». Le terme « libertaire » est-il synonyme d'« anarchie », ou les termes sont-ils distincts?*

**F :** Le terme libertaire est utilisé en Europe de manière très différente des États-Unis. La manière dont je comprends le terme, c'est qu'en Europe, le mouvement libertaire est un mouvement qui



LAURA TOBON | LE DÉLIT

## « Nous avons notamment des ouvrages portant sur la théorie anarchiste, sur "l'anti-gentrification", sur les droits des animaux et sur l'anarcho-féminisme »

n'est pas nécessairement basé sur les libertés individuelles, comme c'est le cas pour le mouvement « *libertarian* » des États-Unis. En Europe, le mouvement libertaire semble plutôt basé sur l'idée de s'organiser ensemble afin de travailler vers une plus grande liberté collective.

**LD :** *Selon toi, pourquoi est-il important de rendre accessibles des ouvrages anarchistes?*

**F :** Pour plusieurs raisons. Les ouvrages que nous avons à la bibliothèque portent sur plusieurs branches de l'anarchisme. Nous avons notamment des ouvrages portant sur la théorie anarchiste, sur « l'anti-gentrification », sur les droits des animaux et sur l'anarcho-féminisme. Les ouvrages de la bibliothèque ne portent pas seu-

lement sur la description d'idéologies anarchistes ; ils visent aussi à renseigner sur les façons dont les différentes branches de l'anarchisme opèrent dans le vrai monde.

**LD :** *Selon toi, comment se porte le mouvement anarchiste au Québec?*

**F :** *C'est difficile de répondre à cette question, car le mouvement anarchiste au Québec est un mouvement diffus qui s'organise de façon non hiérarchique. Il n'y a donc pas de grande convention qui regroupe toutes les anarchistes au Québec et qui permet d'évaluer si le mouvement se porte bien. Comme il n'y a pas de grande organisation ouvertement anarchiste, il y a donc beaucoup d'anarchistes qui s'impliquent dans différents mouvements sociaux en tant qu'individus, sans pour autant contribuer à une*

*organisation ou une cause qui se dit ouvertement anarchiste. Je pense que tous les mouvements sociaux ont une branche anarchiste, et que l'anarchisme n'est pas un seul mouvement ; c'est plutôt une pluralité de mouvements qui travaillent ensemble. Certains événements tels que le Salon du livre anarchiste de Montréal regroupent tout de même beaucoup de gens, ce qui pourrait être un indicateur du statut du mouvement anarchiste au Québec.*

**LD :** *Quel(s) ouvrage(s) conseillerais-tu aux gens qui aimeraient s'initier aux idées anarchistes?*

**F :** *C'est une grande question. Honnêtement, je pense que la façon dont nous concevons la documentation est souvent restreinte à la littérature imprimée ou en ligne. Je dirais qu'il y a beaucoup de partage d'informations anarchistes qui se fait à travers le partage d'histoires orales, à travers notamment les souvenirs et récits de personnes anarchistes qui font partie du mouvement depuis longtemps. L'anarchisme, c'est plus large que le marxisme, par exemple, qui est un courant de pensée sur lequel les gens peuvent se renseigner seulement par la lecture. Si les gens sont in-*

*téressés par l'anarchisme, je leur conseillerais de passer à la DIRA, et les membres présents pourront leur recommander des ouvrages en partant de leurs centres d'intérêt déjà existants. Je n'ai donc pas de recommandation spécifique, mais pour ma part, en ce moment, je peux partager le livre que je suis en train de lire : *Take the City : Voices of Radical Municipalism*, édité par Jason Toney. Sinon, je recommande aussi d'aller jeter un coup d'œil à la Bibliothèque communautaire du Comité de citoyen-ne-s de Milton Parc.*

*Vous pouvez suivre la DIRA sur leur site web et leur page Facebook.*

*\*Nom fictif. Franklin tient à préciser que les propos rapportés dans l'entrevue sont les siens et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de la bibliothèque DIRA. L'entrevue a été réalisée en français et en anglais. Les réponses de Franklin en anglais qui ont été traduites en français par la rédaction ont été mises en italiques. ☉*

*Propos recueillis par SOPHIE JI Éditrice Culture*